

Naviguer dans la polycrise

Pourquoi le renforcement du partenariat
UE-Sahel passe par la prise en compte
du lien entre développement et sécurité

SUPPORTED BY THE OPEN SOCIETY FOUNDATIONS

MARCH 17, 2025

Naviguer dans la polycrise: Pourquoi le renforcement du partenariat UE-Sahel passe par la prise en compte du lien entre développement et sécurité

Du 4 au 6 novembre 2024, le European Think Tanks Group (ETTg), en partenariat avec l'IAI, l'Elcano Royal Institute et le Gorée Institute, a organisé un atelier participatif à Gorée (Sénégal) en vue d'analyser le lien entre le développement et la sécurité. L'atelier qui a réuni parties prenantes et des experts d'Afrique et d'Europe donné à ces derniers l'occasion de fournir des perspectives nuancées et de valider les résultats qui ont servi à la rédaction d'une policy brief co-écrite par les instituts participants.

L'un des principaux enseignements de l'atelier est l'aggravation de la fragmentation interne et externe qui fait du Sahel un terrain propice aux conflits violents et à la contestation des pouvoirs géopolitiques. Les panélistes ont ainsi souligné l'importance de reconnaître la complexité des problèmes auxquels la région est confrontée : pauvreté, exclusion sociale, exploitation de griefs historiques par des acteurs armés non étatiques et faiblesse des capacités de l'État. Ces facteurs de conflit soulignent l'urgence d'approches holistiques et multisectorielles pour s'attaquer à ce lien.

Les participants ont noté des incohérences dans l'approche de l'UE lorsqu'elle s'engage avec des acteurs régionaux. Les experts ont fait valoir que l'approche de l'UE est largement motivée par des impératifs nationaux, notamment la crise énergétique actuelle de l'Europe, la migration irrégulière et les réalignements géopolitiques sur la scène mondiale, plutôt que par la poursuite de valeurs partagées et de priorités africaines. Ils ont appelé à un changement de paradigme qui recalibrera et renforcera la coopération entre l'UE et le Sahel, en particulier en matière de sécurité et de développement.

La pauvreté, l'exclusion et les privations socio-économiques menacent les moyens de subsistance, en particulier dans les zones rurales et périphériques qui sont les moins à même de faire face aux effets néfastes du climat. Ces vulnérabilités sont exploitées par des groupes armés non étatiques qui offrent des incitations économiques à leurs recrues potentielles. La faiblesse des systèmes de gouvernance, qui se traduit par une mauvaise prestation des services publics, permet aux groupes extrémistes violents de bénéficier d'un soutien et d'une légitimité. Progressivement, ces acteurs ont assumé des rôles quasi-étatiques et assument des fonctions administratives, notamment la fourniture de services d'éducation et de santé, l'administration fiscale et la collecte de recettes, la médiation des conflits, la justice et la sécurité.

Le changement climatique et la promotion de la cohésion régionale et de l'appropriation démocratique locale

L'impact croissant du changement climatique nécessite un alignement coordonné entre les objectifs des gouvernements locaux et de leurs partenaires extérieurs. L'un des principaux facteurs de la crise sécuritaire au Sahel est le fossé grandissant entre les centres urbains et les zones rurales. Cette disparité a permis aux groupes extrémistes violents de gagner le soutien des communautés les plus sévèrement touchées par la crise agro-pastorale liée au changement climatique. Les inégalités qui en résultent n'ont fait que s'aggraver avec l'urgence climatique, déstabilisant encore davantage la région. La note politique s'oppose à l'idée que le changement climatique est une cause de conflit et explique qu'il devrait plutôt être conceptualisé comme un « multiplicateur de menaces » qui amplifie les tensions préexistantes.

Pour relever ces défis, il est essentiel de donner la priorité à l'amélioration de la prestation de services dans les zones périphériques et mal desservies. Le renforcement de l'accès aux services essentiels, en particulier dans les communautés rurales où la présence de l'État est limitée, peut contribuer à s'attaquer aux causes profondes des conflits. En investissant dans ces domaines, il est possible de réduire l'attrait des économies basées sur les conflits, qui sont devenues un moyen pour les groupes marginalisés de s'assurer l'accès aux ressources et aux moyens de subsistance.

Le dialogue entre l'UE et les pays du Sahel devrait se concentrer sur la revitalisation de la valeur des structures régionales existantes, telles que la CEDEAO. Ces dernières années, ces cadres ont perdu de leur efficacité politique, en partie à cause d'un manque de reconnaissance et de soutien de la part de l'UE - qui a préféré créer de nouvelles structures comme l'Alliance du Sahel ou le G5 Sahel - et en partie à cause des tendances isolationnistes des pays de l'AES. En outre, la promotion du dialogue et le renforcement de l'engagement avec les communautés locales nécessitent une implication plus décisive des autorités traditionnelles et religieuses. Ces acteurs sont essentiels à la cohésion

sociale, mais ils sont souvent marginalisés ou complètement exclus du dialogue entre l'UE et le Sahel.

Enfin, les initiatives de l'UE en matière de construction de l'État et de promotion de la démocratie au Sahel ont souvent abouti à des « démocraties électorales » caractérisées par un manque substantiel de participation et d'engagement des citoyens. Cela s'explique

en grande partie par le fait que l'UE, dans ses efforts pour promouvoir la stabilité des régimes, a souvent fermé les yeux sur les dérives autoritaires et la corruption de l'État.

L'autonomisation de la société civile devrait être une priorité essentielle pour favoriser des démocraties stables et participatives et pour cultiver l'appropriation locale des pratiques démocratiques, qui sont trop souvent considérées par les communautés locales comme des impositions étrangères.

Rééquilibrer les relations pour renforcer le partenariat UE-Sahel

Pour répondre efficacement aux défis posés par ce lien, les participants à l'atelier ont été unanimes à reconnaître que le développement et la sécurité sont étroitement liés et que, dans les contextes de fragilité, ces questions se chevauchent et se nourrissent mutuellement de manière complexe et en se renforçant l'une l'autre. Par exemple, les efforts restent cruciaux pour prévenir la propagation des idéologies extrémistes violentes, et ces initiatives doivent intégrer des considérations de genre, d'autant plus que l'impact des initiatives de violence extrême est lié à la dimension de genre. En ce qui concerne l'impact des conflits sur les femmes, un autre exemple notable est ressorti de l'atelier : les effets de la violence sexuelle sur les hommes et les garçons sur les masculinités. En effet, les participants ont souligné la nécessité non seulement de prendre en compte les femmes et les filles dans la réflexion sur le genre, mais aussi de travailler sur des masculinités saines.

Il s'agit de reconnaître les rôles uniques joués par les femmes et les filles, ainsi que les impacts sexospécifiques des conflits et de l'insécurité. L'intégration des considérations de genre dans les processus de DDR et de RSS permet de comprendre la radicalisation dans son ensemble et de ne plus considérer les femmes et les filles exclusivement comme des victimes, des artisans de la paix ou des médiateurs, mais de reconnaître leurs rôles et leurs expériences complexes, y compris en tant qu'auteurs ou facilitateurs. De même, la création d'opportunités pour les jeunes et la mise en place d'écosystèmes entrepreneuriaux permettant aux jeunes de prospérer est une composante importante des programmes de déradicalisation soutenus par les interventions de l'UE dans la région.

Sur le plan de la sécurité, malgré des relations distantes et un processus d'engagement tendu entre les États membres de l'UE et les membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), l'UE devrait envisager de reprendre le dialogue et de rester engagée sur le plan bilatéral et avec le nouveau bloc. Les panélistes ont souligné que cela était crucial pour protéger les investissements européens dans la région et pour stopper la propagation des

idéologies extrémistes. Par exemple, les relations glaciales avec certains homologues européens ont encouragé les juntes militaires de pays comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso à rechercher une coopération en matière de sécurité avec des concurrents comme la Russie, la Chine, la Turquie ou les États du Golfe. Cela a contribué à alimenter le sentiment anti-occidental dans la région, rendant de plus en plus difficile pour les entreprises occidentales d'opérer dans certains pays. Depuis 2021, la stratégie de l'UE pour le Sahel a évolué pour se concentrer sur la gouvernance et le développement des États. Cependant, une nouvelle stratégie de l'UE pour le Sahel se heurte au manque d'unité entre les États membres de l'UE quant à la manière et à l'étendue de l'engagement avec les juntes militaires sans compromettre les valeurs et les principes démocratiques de l'UE.

Les différentes sessions ont également attiré l'attention sur le fait que, par le passé, les approches excessivement sécuritaires et militarisées de la lutte contre l'extrémisme violent n'ont pas donné les résultats escomptés. Les participants ont convenu que les approches cloisonnées peuvent involontairement contribuer à la prolifération des groupes armés en déplaçant les groupes extrémistes violents, élargissant ainsi involontairement leur portée géographique. Les efforts de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme ont négligé l'importance de s'attaquer aux principaux moteurs de la VE et de l'insécurité, tels que la pauvreté et l'exclusion, la faible présence de l'État, la mauvaise prestation des services publics par l'État ou les violations des droits de l'homme par les forces de sécurité.

Le dialogue avec toutes les communautés locales, y compris les groupes armés, peut aider à comprendre leurs griefs et à négocier des solutions susceptibles d'améliorer les conditions de vie dans un cadre légal. Il est prouvé que les résolutions négociées tendent à être plus durables que les solutions purement militaires et que le dialogue est essentiel pour identifier les principales parties prenantes, clarifier les griefs et instaurer la confiance. Cependant, la négociation avec ces groupes présente des défis importants, tels que le risque de légitimer ces groupes, le manque d'interlocuteurs clairs et l'absence de mécanismes d'application.

Enfin, le lien entre sécurité et développement souligne l'urgence d'un changement de paradigme dans les relations entre l'UE et le Sahel. Comme nous l'avons souligné dans ce blog, les stratégies de l'UE sont ambitieuses, mais elles sont souvent insuffisantes en raison d'un manque de compréhension du contexte et de cohérence entre les États membres et les institutions de l'UE. Le prochain sommet UE-Afrique sera l'occasion de rééquilibrer les relations et de faire avancer les politiques qui favorisent de véritables partenariats avec les pays du Sahel. En fin de compte, le renforcement de la coopération

entre l'UE et l'Afrique nécessite de dépasser les impératifs de sécurité à court terme et d'investir dans la gouvernance inclusive, le développement économique et les initiatives de consolidation de la paix menées au niveau local. Ce n'est qu'en adoptant une approche globale et collaborative que les deux continents pourront surmonter les complexités du lien entre développement et sécurité et construire un avenir plus résilient.